

# Déclaration du Gouvernement Révolutionnaire de Cuba

11:27 PM Facebook Twitter Google+ Commentaires



Le 16 juin 2017, le président des États-Unis, Donald Trump, dans un discours chargé d'une rhétorique hostile, qui a remémoré les temps de la confrontation ouverte avec notre pays, prononcé dans un théâtre de Miami, a annoncé la politique de son gouvernement envers Cuba qui fait faire marche arrière aux progrès faits ces deux dernières années, après que le 17 décembre 2014 les présidents Raúl Castro et Barack Obama aient annoncé leur décision de rétablir les relations diplomatiques et d'entamer un processus de normalisation des liens bilatéraux.

Dans ce qui constitue un recul dans les relations entre les deux pays, Trump a prononcé un discours et signé au cours du même meeting une directive de politique appelée « Mémoire Présidentiel de Sécurité Nationale sur le Renforcement de la Politique des États-Unis envers Cuba » prévoyant l'élimination des échanges en matière d'éducation « peuple à peuple » à titre individuel et un plus grand contrôle des voyageurs étasuniens à destination de Cuba, ainsi que l'interdiction des transactions économiques, commerciales et financières de compagnies étasuniennes avec des entreprises cubaines liées aux Forces Armées Révolutionnaires et aux

services de renseignement et de sécurité, le tout avec le prétendu objectif de nous priver d'entrées de devises.

Le président étasunien a justifié cette politique avec de présumées préoccupations sur la situation des droits humains à Cuba et la nécessité d'appliquer rigoureusement les lois du blocus, posant comme condition pour sa levée, ainsi que pour toute autre amélioration des relations bilatérales, que notre pays fasse des changements inhérents à son ordre constitutionnel.

Trump a également abrogé la Directive Présidentielle de Politique « Normalisation des relations entre les États-Unis et Cuba », émise par le président Barack Obama le 14 octobre 2016, laquelle, quoique ne cachant ni le caractère interventionniste de la politique étasunienne ni l'objectif de faire avancer ses intérêts concernant l'obtention de changements dans l'ordre économique, politique et social de notre pays, avait reconnu l'indépendance, la souveraineté et l'autodétermination de Cuba et le gouvernement cubain comme un interlocuteur légitime et égal, ainsi que les bénéfices qu'aurait pour les deux pays et peuples une relation de coexistence civilisée malgré les grandes différences qui existent entre les deux gouvernements. Elle reconnaissait aussi que le blocus était une politique obsolète et qu'il devait être éliminé.

Une fois de plus le Gouvernement des États-Unis a recours à des méthodes coercitives du passé en prenant des mesures de renforcement du blocus, en vigueur depuis février 1962, qui, non seulement cause des dommages et des privations au peuple cubain et constitue un obstacle incontestable pour le développement de notre économie, mais qui porte atteinte aussi à la souveraineté et aux intérêts d'autres pays, soulevant la condamnation internationale.

Les mesures annoncées dressent des obstacles supplémentaires aux très restreintes opportunités qu'avait le secteur des entreprises étasunien de commercer et d'investir à Cuba.

De plus, elles limitent encore plus le droit des citoyens étasuniens de visiter notre pays, un droit qui était déjà limité par l'obligation d'avoir recours à des licences discriminatoires, à des moments où le Congrès des États-Unis,

comme un reflet de l'opinion de vastes secteurs de cette société, réclame, non seulement que l'on mette fin à l'interdiction de voyager, mais aussi que les restrictions sur le commerce avec Cuba soient éliminées.

Les annonces du président Trump sont en contradiction avec l'appui majoritaire de l'opinion publique étasunienne, y compris avec celui de l'émigration cubaine dans ce pays, à la levée totale du blocus et aux relations normales entre Cuba et les États-Unis.

Paradoxalement, le président des États-Unis, une nouvelle fois mal conseillé, prend des décisions qui favorisent les intérêts politiques d'une minorité extrémiste d'origine cubaine de l'État de la Floride, qui pour des motivations mesquines ne renonce pas à sa prétention de punir Cuba et son peuple, car il exerce le droit légitime et souverain d'être libre et d'avoir pris en main son propre avenir.

Ultérieurement nous ferons une analyse plus approfondie de la portée et des implications de cette annonce.

Le gouvernement de Cuba dénonce les nouvelles mesures de renforcement du blocus, qui sont vouées à l'échec comme cela a été démontré de façon répété dans le passé, et qu'elles n'atteindront pas leur objectif d'affaiblir la Révolution et de faire plier le peuple cubain, dont la résistance aux agressions de tout type et origine a été prouvée tout au long de presque six décennies.

Le Gouvernement de Cuba rejette la manipulation à des fins politiques et le double standard concernant le thème des droits humains. Le peuple cubain jouit de droits et de libertés fondamentales et il montre des acquis dont il est fier et qui sont une chimère pour beaucoup de pays du monde y compris pour les États-Unis eux-mêmes, comme le droit à la santé, à l'éducation, à la sécurité sociale, à un salaire égal pour un travail égal, les droits des enfants et le droit à l'alimentation, à la paix et au développement.

Avec ses ressources modestes, Cuba a contribué aussi à l'amélioration de l'exercice des droits humains dans beaucoup d'endroits dans le monde, malgré les limitations que lui impose sa condition de pays en proie à un blocus.

Les États-Unis ne sont pas en mesure de nous donner des leçons. Nous avons de grandes préoccupations pour le respect et pour les garanties des droits humains dans ce pays, où il y a de nombreux cas d'assassinats, de brutalité et d'abus policiers, où l'on viole le droit à la vie comme résultat des morts avec des armes à feu, où l'on exploite le travail des enfants et où il existe de graves expressions de discrimination raciale ; où l'on menace d'imposer plus de restrictions aux services de santé, qui laisseraient 23 millions de personnes sans assurance médicale ; où il existe l'inégalité salariale entre hommes et femmes ; où l'on laisse en marge des émigrants et des réfugiés, en particulier ceux provenant de pays islamiques ; où l'on prétend dresser des murs qui dénigrent des voisins et où l'on abandonne les engagements internationaux pour préserver l'environnement et faire face au changement climatique.

Il y a aussi d'autres motifs de préoccupation comme les violations des droits humains commises par les États-Unis dans d'autres pays, comme les détentions arbitraires de dizaines de prisonniers sur le territoire qu'occupe illégalement la Base Navale de Guantánamo à Cuba, où l'on a même eu recours à la torture ; aux exécutions extrajudiciaires et les morts de civils causées par des bombes et l'utilisation de drones ; et les guerres déclenchées contre plusieurs pays dont l'Irak, justifiées avec des mensonges sur la possession d'armes d'extermination massive, aux conséquences néfastes pour la paix, la sécurité et la stabilité de la région du Moyen Orient.

Rappelons que Cuba est État Partie de 44 instruments internationaux sur les droits humains, tandis que les États-Unis ne le sont que de 18, raison pour laquelle nous avons beaucoup à montrer, à dire et à défendre.

En confirmant la décision de rétablir les relations diplomatiques, Cuba et les États-Unis ont ratifié l'intention d'entretenir des liens respectueux et de coopération entre les deux peuples et gouvernements, basés sur les principes et sur les objectifs contenus dans la Charte des Nations Unies.

Dans sa déclaration, émise le 1er juillet 2015, le Gouvernement Révolutionnaire de Cuba a réaffirmé que « ces relations devront reposer sur le respect absolu de notre indépendance et de notre souveraineté ; du droit inaliénable de chaque État de choisir le système politique, économique,

social et culturel, sans ingérence d'aucune sorte ; et l'égalité souveraine et la réciprocité, qui constituent des principes auxquels l'on ne saurait pas renoncer, du Droit International » tout comme l'a réaffirmé la Proclamation de l'Amérique Latine et les Caraïbes comme Zone de Paix, signée par les Chefs d'état et de gouvernement de la Communauté des États Latino-américains et Caribéens (CELAC), lors de son IIème Sommet, à La Havane. Cuba n'a pas renoncé à ces principes et elle n'y renoncera jamais.

Le Gouvernement de Cuba réitère sa volonté de poursuivre le dialogue respectueux et la coopération dans des thèmes d'intérêt mutuel, ainsi que la négociation des questions bilatérales en suspens avec le Gouvernement des États-Unis. Il a été démontré ces deux dernières années que les deux pays, comme l'a signalé de façon réitérée le Président des Conseils d'État et des Ministres, le Général d'Armée Raúl Castro Ruz, peuvent coopérer et coexister de façon civilisée, en respectant les différences et en promouvant tout ce pouvant profiter aux deux nations et peuples, mais l'on ne doit pas attendre que pour ce faire Cuba fasse des concessions inhérentes à sa souveraineté et à son indépendance ou qu'elle accepte des conditions d'aucune sorte.

Toute stratégie ayant pour objectif de changer le système politique, économique et social à Cuba, que ce soit celle qui prétende y parvenir à travers des pressions et d'impositions ou en ayant recours à des méthodes plus subtiles, sera vouée à l'échec.

Les changements qui s'avéreront nécessaires à Cuba, comme ceux qui ont été faits après 1959 et ceux que nous sommes en train de faire maintenant dans le cadre du processus d'actualisation de notre modèle économique et social, continueront à être décidés de façon souveraine par le peuple cubain.

Comme nous le faisons depuis le triomphe du 1er janvier 1959, nous assumerons n'importe quel risque et nous resterons fermes et sûrs dans la construction d'une nation souveraine, indépendante, socialiste, démocratique, prospère et durable.

La Havane, le 16 juin 2017